



BREVES DE L'AGGLO
www.npa76.org



Transports publics.... GRATUITS !

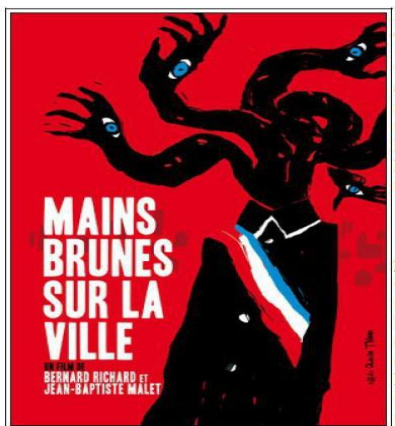
L'agglomération est marquée par la pollution et les embouteillages permanents. Nous refusons l'augmentation des tarifs des transports publics récemment votée par les élus PS à la CREA et l'augmentation de la TVA sur les transports publics.

Nous disons **oui à la gratuité des transports**, à la priorité aux transports collectifs non polluants, à l'amélioration des dessertes, des relations entre les lignes structurantes, des amplitudes horaires, et au retour de la TCAR, filiale de Véolia Transports, en régie publique !

Il en est de même pour d'autres services publics qui doivent revenir en gestion directe (chauffage collectif, éclairage public, etc

Municipales :

ROUEN A GAUCHE VRAIMENT !



Le comité NPA jeunes

organise une projection du documentaire

"Mains brunes sur la ville"

sur l'expérience de la gestion par le Front National de certaines communes du sud de la France, notamment la commune d'Orange.

Le documentaire sera présenté par unE militantE de **Ras Le Front**

et sera suivi d'un débat organisé par les militantEs du NPA.

Mercredi, 5 Février, 2014

18:30 à 21:00

Maison de l'Université
à Mont Saint Aignan

Des milliards en plus pour les patrons :

Marine Le Pen n'est pas contre !

Le Pacte dit de « Responsabilité » de Hollande offre aux patrons, petits et grands, un nouveau cadeau de 30 milliards.

Pour compenser ce manque à gagner dans les caisses publiques, Hollande s'engage à diminuer les dépenses publiques (Etat, Sécurité Sociale, Collectivités).

Autant de sacrifices en plus pour la population. Ce que Marine Le Pen a qualifié de « *pacte avec le diable de l'austérité* ». Mais, à aucun moment, elle ne remet en cause l'idée même d'offrir ce nouveau pactole au patronat.

A aucun moment, elle ne dénonce le coût exorbitant de « l'assistanat » dont bénéficient les entreprises depuis plus de 30 ans, sans aucun effet notable sur l'emploi. Un silence qui en dit long.

Car, comment compenser les milliards de cadeaux octroyés aux patrons sans, soit augmenter les impôts, soit diminuer les dépenses publiques ? Alors, pour qui roule le Front National ?

A l'opposé de ce positionnement hypocrite, au NPA, nous disons qu'il faut en finir avec les cadeaux au patronat payés par la population.

Les milliards en question permettraient de financer directement des centaines de milliers d'emplois chaque année.

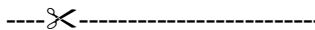


NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



npa2009.org/souscription



PRENDRE CONTACT

NPA
40 rue des Murs St Yon
76100 ROUEN

correspondance@npa76.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Courriel :

.....@.....

Dans l'État Espagnol comme partout ailleurs, l'avortement est un droit!

Le gouvernement espagnol veut faire adopter un projet de loi limitant fortement le droit à l'avortement. C'est est un bond de 30 ans en arrière. Une telle loi annulerait la législation aujourd'hui en vigueur dans l'État Espagnol qui autorise les IVG (interruptions volontaires de grossesse) jusqu'à un délai de 14 semaines et permet l'avortement pour des «raisons médicales» jusqu'à 22 semaines, ce qui n'est pas possible en France. Elle n'autoriserait les avortements que dans le cas de mise en danger de la vie de la mère ou dans le cas d'un viol avéré.

Ce projet est une attaque d'ampleur contre les droits des femmes, le droit de choisir et de disposer de son corps, qui pourrait être lourd de conséquences. Selon l'OMS, chaque année 70 000 femmes dans le monde meurent des suites d'un avortement pratiqué dans de mauvaises conditions. Près de 97 % de ces avortements à risque sont pratiqués dans des pays où l'avortement est interdit ou très limité. Les différentes lois restrictives de l'IVG n'ont jamais fait diminuer les avortements. Elles obligent celles qui en ont les moyens à partir dans d'autres pays pour y avoir recours et condamnent les plus pauvres à des avortements clandestins mettant leur santé et leur vie en danger.

Une brèche pour la remise en cause du droit à l'avortement

Le gouvernement Rajoy risque d'ouvrir une brèche dans laquelle vont s'engouffrer tous les réactionnaires.

En France, Jean-Marie Le Pen ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il s'est empressé de saluer le projet de Rajoy et d'en redonner le fond idéologique en appelant toutes les femmes à assumer « leur fonction de reproduction ». A Paris, le week-end dernier, près de 16 000 réacs ont ainsi défilé contre le droit à l'avortement libre et gratuit, avec la bénédiction du Pape François (pas Hollande, l'autre) ! En Suisse, un référendum va être organisé sur la fin du remboursement de l'IVG.

Alors qu'en Irlande et en Pologne, l'IVG est toujours interdite, tandis qu'en Lettonie, elle n'est pas remboursée, le Parlement européen a rejeté le rapport Estrela (députée européenne pour le Portugal) qui préconisait de faire de l'accès à la contraception et à l'IVG, de l'éducation sexuelle pour les jeunes, de la prévention des violences sexuelles ou encore de l'interdiction de la marchandisation du corps, des droits européens.

En France aussi, le combat pour l'avortement est toujours d'actualité

En France, le délai de 12 semaines de grossesse est relativement court par rapport aux 24 semaines en Grande-Bretagne ou aux 14 (et jusqu'à 22) semaines de l'État Espagnol. Cela pousse chaque année entre 4000 à 5000 femmes à aller avorter à l'étranger...

Notamment en Espagne !

Le gouvernement Hollande se pose en grand défenseur du droit à l'avortement. Quelle hypocrisie totale !

La dégradation généralisée des services publics de la santé est renforcée par les coupes budgétaires du gouvernement Hollande.

Le droit à l'avortement a été arraché par les luttes de plusieurs générations de femmes contre un système capitaliste profondément sexiste, contre les Églises et l'État qui agissaient souvent main dans la main pour maintenir les femmes dans une situation d'oppression. Il est hors de question de nous laisser imposer le moindre retour en arrière.

Depuis les années 2000, les politiques d'austérité ont entraîné la fermeture de 120 centres IVG en France, ainsi que la disparition de plannings familiaux. Ce sont autant d'attaques contre les droits des femmes à choisir leur sexualité et leur vie. Pour gagner sur les droits des femmes, il faudra aussi combattre ce gouvernement et ses politiques d'austérité.

Le 1^{er} février, nous manifesterons en solidarité avec les femmes espagnoles mais aussi pour la liberté fondamentale de toutes les femmes à disposer de leur corps, pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes.

Ce combat garde aujourd'hui toute son actualité.

28 janvier 2014